

« La France de toutes nos forces »

Discours de François Bayrou
Réunion publique de Lille
14 décembre 2006

(Seul le prononcé fait foi)

Mes chers amis,

Je vais vous dire un secret : c'est une chose extrêmement mystérieuse mais que savent, sans se l'expliquer, tous ceux qui ont eu à conduire une campagne électorale : le premier soir, vous savez si ça va marcher ou pas. Et à voir cette salle impressionnante, amicale et chaleureuse, cela dit quelque chose de l'histoire que nous allons vivre ensemble. Et c'est une histoire qui de combat en combat, va nous mener sans hésitation, sans doute, jusqu'à la victoire dont la France a besoin.

Ce n'est pas tout à fait un secret, je viens des Pyrénées mais j'aime beaucoup le Nord. Je me disais cela hier soir en traversant les allées du marché de Noël. Il y a une magie du Nord, parce que le Nord, c'est une communauté courageuse et chaleureuse. Une magie du Nord parce que sont des hommes et des femmes vaillants et solidaires. Il y a aussi pour moi dans le Nord, une magie de l'amitié.

Ceux que vous avez entendu s'exprimer : Olivier Henno, le président de la fédération du Nord, Francis Vercamer, le député-maire de Hem, Gérard Vignoble, le député-maire de Wasquehal. Vous comprendrez que je fasse une mention particulière à Gérard Vignoble, parce quand je dis « vaillant et courageux », les amis de Gérard Vignoble savent ce que cela veut dire. Valérie Létard, la jeune sénatrice du Nord dont quelque chose me dit qu'elle a beaucoup d'avenir... à Lille ! Francis Decourrière, Jacques Richir, tous ceux qui forment cette équipe avec nous, ont traversé tant et tant de combats. Dans le Pas-de-Calais, Jean-Marie Vanlerenberghe, sénateur-maire d'Arras. Et puis au premier rang de la salle, les brillants députés, sénateurs, parlementaires européens qui sont là. Je veux les saluer : un petit mot particulier pour Marielle de Sarnez qui dirigera la campagne que nous allons conduire. Un petit mot particulier pour le général Morillon, Jean-Marie Cavada, Jacqueline Gourault, présidente de la fédération de élus démocrates, Rudy Salles, député de Nice, Jean-Jacques Jégou, sénateur du Val-de-Marne, Michel Hunault, député de la Loire-

Atlantique, Philippe Nogrix, sénateur d'Ille-et-Vilaine, Marcel Deneux, sénateur de la Somme...

Et puis j'avais un autre ami dans le Nord. Il n'est plus là. Il est passé de l'autre côté. Mais hier soir encore dans les quartiers de Hem, une jeune femme qui avait été conseillère municipale d'André Diligent à Roubaix, me parlait de lui. J'ai encore dans l'oreille sa dernière phrase quand je suis allé lui rendre une ultime visite, et lui comme moi, nous savions que ce serait la dernière fois que nous nous voyions sur cette terre. Au moment de partir, il a tendu vers moi sa main devenue très fragile et amaigrie, il a pris ma main dans la sienne, et il m'a dit : « Ne cède jamais ! » Je dis à André Diligent ce soir que nous n'avons jamais cédé et que nous n'avons pas l'intention de le faire.

Une campagne de labourage

C'est donc un meeting heureux parce que c'est le Nord. Mais c'est aussi la France. La France qui a le plus urgent besoin qu'on lui parle vraiment. Cela fait des années et des années qu'on a cessé de lui parler. On lui fait des promesses, on a accumulé les promesses, on lui fait miroiter des lendemains qui chanteront. A chaque élection comme par miracle, on annonce des milliards d'euros de dépenses. Je vous signale que selon l'association qui fait le compte des promesses des partis politiques, ils en sont l'un et l'autre à plusieurs dizaines de milliards d'euros de dépenses publiques dans un pays qui est accablé par les déficits et par la dette. Nous, nous avons choisi un autre chemin parce que nous ne redoutons rien tant que les désillusions qui suivent les illusions. Et Dieu sait si les vingt-cinq dernières années de l'Histoire de la France ont été hélas si propices à la multiplication des désillusions et des illusions perdues. Nous notre ennemi, ce sont les désillusions de demain.

C'est pourquoi nous allons faire cette campagne en labourant le pays, comme on laboure une terre, pour mieux semer, et pour mieux récolter. Parce que nous

allons faire une campagne de réalité, et pas une campagne d'illusions. Les deux jours que nous venons de vivre dans l'agglomération de Lille : les collèges, les hôpitaux, les associations, les jeunes femmes issues de l'immigration, les chefs d'entreprise installés dans les zones franches, tous ceux qui font la vie du Nord, nous les avons rencontrés et nous ne cesserons pas de leur parler les yeux dans les yeux, de leur parler comme des hommes responsables parlent à des hommes et à des femmes responsables lorsqu'il s'agit de leur avenir et de l'avenir de leurs enfants.

En finir avec la revanche perpétuelle et l'impuissance perpétuelle

Voyez-vous, depuis vingt-cinq ans, on a vécu sur l'air malsain de la revanche perpétuelle : deux partis se sont succédé au pouvoir, l'un après l'autre, se remplaçant à chaque élection sans exception, nous avons eu huit élections depuis 1981, nous avons eu huit fois l'alternance. Deux partis qui se rejettent mutuellement et constamment la responsabilité de la situation du pays. Chaque fois qu'une décision est prise par l'un, elle est combattue par l'autre. Et à chaque alternance les nouveaux élus se mettent immédiatement à défaire ce qu'avaient fait les précédents.

Ce système de la revanche perpétuelle est aussi le système de l'impuissance perpétuelle. C'est parce que nous refusons le système de l'impuissance perpétuelle que nous sommes là ce soir, tous ensemble, par milliers, car nous savons qu'aucune des réformes que la situation de la France exigeait n'ont été ni proposées, ni conduites à leur terme. Ni la réforme de l'État, absent de zones entières de notre pays. Ni la réforme des finances publiques. Ce panier percé national qui fait que tous les jours, l'Etat dépense 20 % de plus que ce qui rentre dans ses caisses. Ni la réforme du code du travail, devenu illisible et incompréhensible. Ni la réforme des régimes spéciaux. Ni la réforme des minima sociaux. Ni une politique suivie pour les banlieues. Ni la réforme de la fiscalité. Ni la réforme des universités. Ni une proposition sérieuse pour l'Europe malgré ce coup de tonnerre qu'à été le « non » au référendum. Ni la fin des zones de non droit. Ni l'accomplissement des promesses de 2002, par exemple, on disait « tolérance zéro », cela voulait dire quelque chose que les Français avaient compris mais qui malheureusement n'est pas rentré dans la réalité. Nous avons fait c'est vrai, une étape seulement de la réforme des retraites. Une partie du chemin, que nous avons d'ailleurs soutenue.

Mais pour le reste : qui peut prétendre que la sécurité aille mieux en France aujourd'hui qu'il y a cinq ans ? Qui peut prétendre que la dette de notre pays a baissé ? Qui peut prétendre que les bénéficiaires du RMI sont

moins nombreux ? Qui peut prétendre qu'on voit moins de sans domiciles fixes dans les rues de notre pays ?

Hier, nous avons passé plusieurs heures avec des jeunes femmes dans le quartier difficile de Hem. Je crois beaucoup aux femmes pour l'avenir des banlieues, comme je crois beaucoup aux femmes pour l'avenir de la société. C'est une réflexion que je me suis faite récemment quand nous avons appris cet épouvantable drame de cette jeune fille transformée en torche vivante dans un bus incendié par des criminels imbéciles dans la banlieue de Marseille... Je me suis dit ce jour-là : « Jusqu'à quand les femmes vont-elles subir ? Jusqu'à quand vont-elles laisser leurs gamins se transformer en criminels et terroriser leurs sœurs ? » Je me suis dit qu'un jour viendrait où il y aurait une révolution des femmes dans les quartiers. Et moi, en tout cas, j'aiderai de toutes mes forces et autant que je le pourrai, cette révolution des femmes pour sortir les banlieues du drame où elles sont enfoncées.

Vous savez combien il y a de chômage parmi les jeunes dans ce quartier ? Parmi les jeunes : 48% de chômeurs ! Comment voulez-vous que le pays se redresse sans un effort qui ne ressemblera à aucun autre ? Quand j'envisage la situation de la France, notre pays, notre patrie, je ne vois que des chantiers immenses à entreprendre.

La banlieue, c'est un chantier immense, un chantier à l'échelle du siècle ! La situation des garçons et des filles, deuxième, troisième génération de l'immigration, c'est un chantier immense ! Une jeune fille, hier, nous disait : "Qu'est ce qu'il vous faut comme preuve quand vous nous parlez d'intégration ? Nous avons fait des études, nous ne portons pas de voile puisque que vous nous avez demandé de ne pas le faire, nous acceptons le mode de vie de la France républicaine, nous sommes diplômées, nous sommes dévouées, nous voulons travailler et celui qui doit nous embaucher quand il voit notre nom ou notre visage, on nous ferme la porte au nez..." Et pour les garçons, qui étaient dehors, c'est pareil, parfois c'est pire...

Est-ce que vous croyez qu'une telle angoisse, qu'une telle maladie de notre pays, qu'une maladie de l'âme de la France, qu'une maladie comme celle-là, peut se résoudre avec une moitié du pays dressée contre l'autre et acharnée à détruire constamment et définitivement ce que l'autre entreprend ? Je ne le crois pas et je crois que vous ne le croyez pas non plus.

Et l'éducation ? Et la dette qui croit tous les ans depuis vingt-cinq ans et nous écrase. Est-ce que vous savez combien on prélève sur chacun de ceux qui travaillent

? On lui prélève entre 2500 et 3000 euros pas an pour payer la dette. Et qui parmi nous ne voit pas qu'il y a un lien de cause à effet entre la légèreté nationale et la difficulté où nous sommes tous désormais à boucler le mois quand le 20 ou le 25 du mois arrive, y compris pour les salaires moyens ? Le mensonge qui était sous la promesse des 35 heures et le mensonge qui est sous le laxisme de la dette, ont conjugué leurs effets pour que les Français s'appauvrissent. Et il faudra un immense effort national pour qu'on retrouve le chemin de la prospérité et de l'aisance pour ceux qui en France, ont la volonté de travailler et de s'en sortir. A quoi il faut ajouter les délocalisations, le climat, les retraites, le trou de la sécu, la situation des personnes âgées ! Et les chercheurs qui s'en vont ! Et on pourrait ainsi énumérer tous les chapitres de la vie nationale. Tout cela exige un effort à notre pays comme il n'en pas été produit depuis cinquante ans. Ce qu'il va falloir d'imagination, d'intelligence, de compréhension de l'autre, de pédagogie pour relever ainsi la France, pierre à pierre ! Votre présence le dit et notre combat va le dire.

Aujourd'hui, en France, c'est campagne électorale. Mais une fois éteints les lampions de la fête, si se trouve élu l'un des deux candidats des partis de la revanche perpétuelle, ceux qui attendent l'élection suivante pour reprendre le pouvoir perdu à l'élection précédente, alors je le dis avec certitude, au bout de six mois, aucun problème n'aura trouvé sa réponse et la déception, et la rage, et la colère formeront toutes les conditions d'un séisme pour notre pays !

Je ne veux pas et nous ne voulons pas que reviennent la désillusion et la gueule de bois.

La France de toutes nos forces

J'ai jugé en conscience que notre pays méritait mieux que cette mortelle impuissance. J'ai jugé en conscience qu'il fallait proposer à notre pays, à nos concitoyens, de sortir de l'impasse où la nation s'épuise depuis 25 ans.

Et je veux proposer cette issue sur des idées claires. Je veux le faire sur une stratégie nationale. C'est le premier sens du slogan que nous avons mis sur cette tribune : « La France de toutes nos forces ».

Nous devons identifier et soutenir les forces de notre pays car ces forces sont grandes. Ces forces sont d'abord des forces de femmes et d'hommes, la richesse humaine de la France. Et c'est pourquoi, la priorité de l'action qui devra être conduite par un gouvernement - et je souhaite qu'il soit de rassemblement - le premier axe, c'est : Education, Recherche, Entreprise.

Je crois qu'il faut rebâtir l'école républicaine avec une ligne de conduite. Non par le renoncement, l'acceptation des ghettos manifestée par exemple par la suppression de la carte scolaire, mais par l'exigence de l'excellence dans tous les collèges de tous les quartiers de toutes les petites villes qui forment le tissu humain de la France républicaine, et à qui nous devons quelle que soit leur origine, quelle que soit leur situation sociale et de fortune, quelles que soient leurs relations à qui nous devons les chances de réussir aussi bien que dans les 6e et 7e arrondissements de la capitale de la France. Puisqu'il faut rebâtir l'école républicaine, il faut arrêter de prendre les enseignants comme cibles et boucs émissaires généralisés. Lorsqu'on analyse la crise, c'est l'école qui vient en bout de course après tous les échecs : les échecs de la famille, de l'urbanisme, de la ville et de l'économie. C'est l'école qui reçoit les gamins quelques fois abîmés, quelques fois brisés. Si on veut rebâtir l'école républicaine, il faut commencer par soutenir les enseignants qui forment l'école républicaine.

Je vous raconte une anecdote à ce sujet : ministre de l'Education nationale, j'ai un jour demandé une enquête parce qu'il y avait un surprenant paradoxe qui ne correspondait pas aux règles habituelles des analyses sociologiques : il y avait des enfants issus de familles culturellement favorisées qui échouaient ; il y avait des enfants issus de familles en situation difficile qui réussissaient très bien. J'ai commandé une enquête pour savoir pourquoi. La réponse de l'enquête a été sans équivoque car elle ne vaut pas seulement pour ces familles françaises, elle vaut pour l'ensemble de la nation : réussissaient les enfants dans les familles desquels l'école était estimée, respectée et soutenue, et échouaient les enfants dans les familles desquels l'école était critiquée et méprisée !

Je crois qu'il faut réformer l'Université d'abord en lui donnant les moyens de son existence : il est honteux que nous soyons le pays de l'OCDE qui traite le plus mal son Université. Et il faut réformer l'Université pour que quelqu'un comprenne quelque chose à la manière dont elle fonctionne. Il y a beaucoup de gens, y compris des ministres qui ont du mal à s'y retrouver dans les labyrinthes des conseils divers et variés qui forment aujourd'hui la structure des universités. Il faut changer la gouvernance des universités.

Troisièmement, une publicité disait « Quand on n'a pas de pétrole, il faut avoir des idées ». Je pense que c'est la Recherche qui est l'avenir de la France. Je pense qu'il nous faut des chercheurs formés en France, et pas comme maintenant des chercheurs formés en France qui vont travailler dans des laboratoires américains parce qu'ils ne trouvent pas à s'impliquer dans la Recherche, privée ou publique, dans notre

pays. De sorte que l'Etat, la société, le contribuable français consentent l'investissement pour former des garçons et des filles qui sont le fruit de cet investissement, et que le fruit de leur recherche part dans les laboratoires américains. C'est très flatteur pour la France que ces étudiants réussissent ainsi dans la recherche mondiale mais c'est une perte incroyable pour notre pays, perte d'investissement et perte de substance que nous consentions à cet exil perpétuel. Je pense qu'il faut faire l'investissement nécessaire : j'ai proposé que le budget de la Recherche publique en France, augmente de 5% tous les ans pendant dix ans. J'ai proposé à tous les partis politiques français de cosigner cet engagement de sorte que, quel que soit le gouvernant, cet engagement soit respecté, qu'il devienne non pas l'engagement d'un candidat ou d'un parti mais l'engagement de la nation face à elle-même. Et non seulement je crois qu'il faut que les chercheurs français reviennent en France, mais je pense qu'il y aurait encore mieux : il faut attirer en France des chercheurs qui auront été formés et auront fait une partie de leur expérience dans les autres pays. C'est pourquoi j'ai proposé que nous créions un avantage fiscal pour les chercheurs qui auraient déposé des brevets et qui, installés dans notre pays, pourraient ainsi déployer leur talents et leurs connaissances grâce à l'effort que nous aurions consenti pour les aider.

Sur le même plan, je veux mettre la création d'entreprise, l'esprit d'entreprendre. Je crois que c'est l'entreprise d'abord qui crée l'emploi. Et que la meilleure politique de l'emploi, c'est le soutien à l'entreprise. Je pense qu'il faut aider et soutenir la petite entreprise en lui simplifiant la vie, en la protégeant et en la soutenant comme les Etats-Unis ont décidé le faire en adoptant le « Small business act » en 1953 ! Depuis 53 ans, ils appliquent pour leur plus grand profit, cette politique que je trouve juste : simplification, soutien à l'entreprise et réservation pour les petites entreprises d'une partie des marchés publics des collectivités locales et de l'Etat.

Dans le chapitre du soutien aux entreprises, je crois qu'il a des centaines de milliers d'emplois gelés dans notre pays, qui ne peuvent pas être créés simplement parce que pour la structure décidée à les accueillir, le poids d'un emploi chargé, c'est trop lourd, surtout au début de la vie des entreprises. Voilà pourquoi je propose que l'on donne à chaque entreprise française, la possibilité de créer deux emplois nouveaux par entreprise sans charges : ce n'est rien pour une très grande entreprise, c'est beaucoup pour une toute entreprise. Je ne demande rien d'autre comme condition que la création de l'emploi nouveau : je suis opposé à l'idée qu'on réserve cette aide aux emplois bas de gamme, aux emplois au Smic, aux emplois sans qualifications. J'aime l'idée que nous allons créer des emplois pour les diplômés, pour les bac "plus" aussi

bien que pour les bac "moins". Nous allons faire jaillir une source d'emplois qui est maintenant gelée dans notre pays. C'est le premier chapitre de notre action : renforcer nos forces.

Il y a un deuxième chapitre : corriger nos faiblesses.

Je crois que nous devons, de gré ou de force, sortir de la politique d'endettement perpétuel qui prélève chaque année 2000 ou 3000 euros sur une famille française moyenne. C'est pourquoi je propose l'on inscrive dans la Constitution de notre pays, l'interdiction de présenter un budget en déficit de fonctionnement. Il est normal et il est juste qu'on puisse emprunter pour financer de grands investissements : c'est normal pour une grande université, un grand hôpital, un grand aéroport parce qu'on va le partager avec les générations qui viennent. Il n'est pas normal de faire payer par les générations qui viennent le prix de notre vie de tous les jours, et en particulier il n'est pas normal que nous financions, par l'emprunt, le prix de notre santé de tous les jours.

Corriger nos faiblesses : je crois qu'un pays qui accepte d'avoir dans les rues de ses villes, autant de sans domiciles fixes que nous en avons, je crois que ce pays n'est plus un grand pays, que c'est un pays qui piétine ses valeurs. Qu'il n'est pas acceptable qu'il y ait des dizaines de milliers d'hommes et maintenant de femmes qui dorment dans la rue sur des bouches de métro, exposés à la pluie et au vent. Je crois qu'il faut un plan d'urgence pour des logements, même des logements sommaires, mais un plan d'urgence pour que ces sans domiciles fixes retrouvent le minimum de dignité et qui fait que notre société retrouvera la dignité qu'elle ne aurait jamais dû perdre.

Je crois que l'exclusion devrait nous empêcher de dormir. Je crois que nous ne devrions plus supporter le lent glissement, parmi nous, au milieu de nous, d'un million trois cent mille personnes vers le désarroi, puis vers la honte : perdre toute estime de soi au point de ne plus oser croiser le regard des autres. Je crois qu'il n'y a qu'un moyen de leur rendre l'estime d'elles-mêmes, c'est de leur proposer en même temps que le RMI, une activité, indemnisée, dans des associations ou des collectivités pour qu'elles se retrouvent enfin debout, dans leurs propres yeux et dans les yeux des autres.

Après avoir corrigé nos faiblesses, je pense qu'il faut prendre en compte la vie de tous les jours.

Je crois qu'il faut nous occuper du pouvoir d'achat sans démagogie. Il y a, à mes yeux, deux moyens pour augmenter rapidement le pouvoir d'achat de ceux qui travaillent. Je n'oublie pas les petites retraites, le

minimum vieillesse est à 610,29 euros par mois, ceci devra être un chapitre de l'action gouvernementale dans un pays qui veut aussi retrouver la dignité des personnes qui lui sont le plus chères. Pour retrouver le pouvoir d'achat du salarié, deux décisions peuvent être prises : pour ceux qui souhaitent ne pas travailler davantage, il y a une décision qu'on peut prendre, c'est de débloquer la participation dans les entreprises avec une incitation puissante à associer les salariés aux bénéficiaires de l'entreprise, des grandes entreprises comme des petites entreprises. Aujourd'hui, c'est trop compliqué, c'est trop difficile. Je pense qu'on doit rendre facile et attrayante, la participation dans l'entreprise. Pour ceux qui souhaitent travailler davantage pour gagner davantage, je propose un changement profond du statut des heures supplémentaires. Aujourd'hui les heures supplémentaires sont scandaleusement inéquitables : dans une entreprise de moins de 20 salariés, c'est 10% de prime, et dans une entreprise de plus de 20 salariés, c'est 25% de prime. Je considère que cela n'est pas juste et même je considère que cela n'est pas assez : c'est pourquoi je propose que dans toutes les entreprises quelle que soit leur taille, l'heure supplémentaire rapporte aux salariés une prime de 35% pour tous les salariés, et que cette prime ne coûte pas un centime à l'entreprise. Je propose que l'on déduise la prime pour heures supplémentaires des charges sociales que paie l'employeur au bénéfice du salarié. Ainsi, si une heure normale rapporte 100, nous savons qu'elle coûte à l'entreprise environ 200, je propose que l'heure supplémentaire rapporte 135 au salarié et qu'elle coûte toujours 200 pour l'entreprise. Cela permettra à chacun d'estimer s'il a besoin d'arrondir ses fins de mois en travaillant davantage. Cette idée que j'ai proposée dès 2002, n'a pas été retenue par le gouvernement, je le regrette. Je m'empresse de dire qu'elle est très différente de l'idée de Nicolas Sarkozy qui veut supprimer toutes les charges et toutes les taxes sur les heures supplémentaires ; cela diminue de beaucoup les rentrées dans les caisses de la protection sociale, et cela veut dire que ce sont les autres salariés qui vont devoir assumer la part de protection sociale qui ne sera pas assumée par ceux qui font des heures supplémentaires. Je trouve cela injuste et dangereux, alors que notre système est beaucoup plus efficace et juste, si je peux en dire du bien.

Je crois enfin que les jeunes Français, quelle que soit leur origine, géographique, sociale, ou ethnique doivent se redécouvrir, réapprendre à se connaître et au moins à se croiser. Je crois au brassage. Je crois qu'il faut concevoir un service civique universel, assez jeune, par exemple à dix-huit ans, qui leur permette de découvrir une chose que savent les plus chanceux d'entre nous : c'est qu'on s'enrichit davantage quand on donne que quand on reçoit.

Je crois que l'État doit être réimplanté et à nouveau respecté partout où ça va mal, et qu'il doit être allégé partout où ça va bien. Tous les signes de l'État sont présents dans les centres villes qui ne posent pas de problèmes de sécurité maximale, et l'État, soit sous forme de sécurité, soit sous forme de services publics, est totalement absent dans les banlieues difficiles et dans les zones rurales abandonnées. Je propose qu'on fasse le contraire. Particulièrement, je crois qu'il n'y a pas de retour à l'équilibre dans les banlieues sans un État redevenu proche et bienveillant, en même temps qu'il montrera les signes de sa fermeté.

Je crois que si l'on veut sauver les enfants, particulièrement les enfants issus de milieu socialement et culturellement éloignés, il faut soigner les familles, en tout cas, les former. Cet effort d'éducation populaire en direction des familles, c'est un des meilleurs investissements que nous pouvons faire pour rééquilibrer la société là où elle va le plus mal.

Je crois que si l'on s'attaque à ces chantiers, il faut le faire avec les Français. Et pas sans eux.

Le président de la République et le gouvernement devront considérer, l'un et l'autre, que la seule source de la souveraineté, c'est le peuple français. En conséquence ils lui doivent, avant chaque décision importante, avertissement et explication. Pour les décisions les plus importantes, celles qui engagent notre avenir collectif, la procédure normale de décision, à mes yeux, c'est le référendum, le choix remis entre les mains des Français pour les décisions les plus difficiles.

Je veux m'en expliquer : je suis persuadé que vous savez tous que nous ne sommes pas au bout de la réforme des retraites, je suis persuadé que nous allons devoir renouveler notre pensée sur ce sujet, je pense que cela exigera un effort de conscience et de décision de la population française, mais je pense aussi qu'une telle décision ne peut pas être prise dans le dos des Français ou en forçant leur jugement. C'est pourquoi je dis que sur des décisions aussi importantes que la réforme des retraites, président de la République, je soumettrai les principes de la réforme que nous devons conduire au référendum des citoyens français, pour qu'ils se transforment en acteurs et en décideurs, et qu'on ne décide pas à leur place. Et vous voyez que c'est le seul moyen de changer la défiance en confiance car si on force leur jugement par le 49-3, ils n'ont plus que la rue pour défendre la conviction qui est là leur. Si on dit à l'avance que toute réflexion sera transparente et vous serez les décideurs finaux, dès cet instant-là, on n'a plus l'affrontement entre les élus et la rue, on a des citoyens qui deviennent responsables, qui font un effort de compréhension et de conscience et qui au bout du compte décident

exactement comme s'ils étaient dans la situation des députés, des ministres ou du président de la République. Cela s'appelle "démocratie".

C'est parce que l'effort que nous avons à accomplir est immense, que j'ai pris la résolution que je défendrai devant les Français : je veux un changement de politique, pas seulement de la politique qu'on mène mais un changement de l'approche politique, de la méthode de la politique, c'est pourquoi investi de la confiance des Français, élu président de la République, je formerai un gouvernement différent des précédents, je nommerai un gouvernement avec des femmes et des hommes nouveaux et compétents, d'accord sur l'urgence des priorités, qui ne seront pas issus du même parti et qui au contraire représenteront les sensibilités différentes du peuple français. Je veux un gouvernement pluraliste dans lequel se sentiront représentés les républicains d'un bord et de l'autre qui ont, chacun, le droit d'exister et de défendre des valeurs qui enrichissent notre pays.

Ce gouvernement par sa composition même dira deux choses au peuple français : quand il s'agit de l'essentiel, du sort de la France, les forces vives de notre peuple peuvent échapper à la division et sont capables de se rassembler, nous l'avons fait chaque fois dans notre Histoire quand il a fallu reconstruire la France. Il est temps de le concevoir et de le vouloir aujourd'hui. Deuxièmement, je voudrais attirer votre attention sur la composition de ce gouvernement qui représentera la diversité des Français, sa composition dira que les réformes à conduire ne sont pas conçues dans l'intérêt d'un camp, ni dans l'intérêt d'un clan, ou d'une classe sociale, mais dans la seule considération de l'intérêt général. Et la représentation pluraliste au sein du gouvernement sera pour les Français, une garantie du respect de l'intérêt général.

Ce gouvernement formé soutiendra lors des élections législatives qui suivront, des candidats dans chaque circonscription du pays. Pourront obtenir ce soutien toutes les forces ou toutes les personnalités qui indiqueront aux électeurs, quelles que soient leur origine et leur histoire, leur volonté de soutenir l'action de redressement du pays. Ceci signifie que nul dans ce rassemblement, ne sera contraint de renoncer à ses idées ou à son histoire : nous avons la conviction profonde et depuis longtemps, que ce n'est pas avec des renégats qu'on construit un pays, c'est avec des consciences fidèles, fières de leur parcours et de leur identité, et qui veulent apporter la richesse de leur histoire et de leur identité à l'œuvre commune que nous voulons construire ensemble. Nul ne sera obligé de renier son histoire, ses idées et ses valeurs pour participer au redressement de la France. Chacun est bienvenu avec ses armes et ses bagages, parce qu'on

a besoin de tout cela pour construire la France et pour proposer d'elle une image rassemblée.

Ainsi, en quatre semaines, élection présidentielle, formation du gouvernement de rassemblement, élections législatives, ainsi en quatre semaines les citoyens français ont le moyen irréfutable d'obtenir un changement profond de la politique de leur pays. Cette majorité nouvelle et pluraliste rendra au Parlement sa dignité et sa liberté de penser ; sa liberté de voter et de contrôler le gouvernement ; elle supprimera l'article 49-3 qui permet le passage en force et le mépris des Assemblées ; elle limitera les ordonnances à des situations d'urgence ou d'extrême complexité. Cette majorité et ce nouveau gouvernement proposeront une nouvelle loi électorale qui garantira que tous les courants seront représentés à l'Assemblée. Tous les courants politiques même ceux que nous combattons, car nous considérons qu'il vaut mieux, pour un pays, avoir des confrontations franches à l'Assemblée nationale plutôt que d'avoir le cheminement souterrain de courants que personne ne voit venir, et tout d'un coup donnent de notre pays, l'image qu'il ne devrait pas avoir.

Ainsi sera assurée la légitimité et la séparation des pouvoirs, dont ils sont les principes de base de l'Etat républicain et des Institutions démocratiques.

Dans un pays ainsi refondé, la confiance renaît en quelques semaines. On l'a vu en 1958. Les habitudes sont changées, les visages sont changés, le langage est changé, le peuple se trouve rétabli dans la situation - qu'il n'aurait jamais dû quitter - de partenaire reconnu et de source de la souveraineté nationale. De nouveau on lui parle et on lui dit la vérité. Même si cette vérité est difficile, il sait qu'on ne lui dissimulera rien.

Et dès cet instant, la France qui est redressée, la France qui est rassemblée, elle se remet à parler au monde.

Il y a des candidats dans cette élection qui ont employé le mot "arrogance", à propos de la manière dont a été conduite ces dernières années la politique étrangère de la France, notamment au moment de la guerre en Irak.

Je veux que vous sachiez que s'il y a un chapitre de l'Histoire récente de notre pays dont nous avons partagé la fierté, c'est au contraire celui-là.

Je veux dire devant vous que ce jour-là, j'ai été aux côtés de Jacques Chirac et que Jacques Chirac a eu raison. Ce qui a été dit, à ce moment de la guerre en Irak, l'a été au nom du peuple français tout entier. Cet avertissement ultime, qui n'a hélas pas été écouté, a

été lancé au nom de notre peuple, et notre peuple parlait au nom d'une partie de l'humanité.

C'est la France qui avait raison, et le président de la République a été à ce moment, non pas arrogant, mais courageux. Il y a toujours un moment où le courage de ceux qui n'ont pas le nombre pour eux passe pour de l'arrogance. Ce n'est pas un inconvénient à craindre, je vous le dis avec certitude...

La France, par la bouche de Jacques Chirac et de Dominique de Villepin, a rappelé aux peuples du monde, y compris au peuple américain, entraîné par une intense communication de masse, que des principes essentiels étaient bafoués, et que de lourds dangers risquaient d'être déchainés.

Qui aujourd'hui, à voir la situation dramatique en Irak, a constaté le mouvement de lucidité qui parcourt le peuple américain et ses responsables ? Qui peut encore regretter que la France ait parlé comme elle l'a fait et décidé d'user de son droit de veto ? À ce moment, nous avons été fiers de la France. À ce moment, la France a été à la hauteur de sa vocation. C'est dans cette ligne de courage que je m'inscrirai pour la politique étrangère de la France.

Et il y a au moins quatre sujets qui exigent du courage de la part de la France.

Le premier sujet, c'est le Proche et le Moyen Orient. Une immense menace de tremblement de terre pèse sur le monde dont l'épicentre erre de Téhéran à Bagdad, de Beyrouth à Damas, du pays kurde à Gaza. Des mots sont proférés contre la survie même d'Israël, qui sont comme des appels à la haine et à la guerre sans fin. Des tentatives de déstabilisation sont fomentées et conduites, en particulier contre l'indépendance et la souveraineté du Liban. Au moment où la Palestine est déchirée, en plus de la guerre extérieure, par la guerre civile où pour punir les hommes, on tue de sang froid leurs enfants.

Face à de tels risques, la France ne peut avoir qu'une ligne : la rigueur et l'intransigeance dans le respect du droit international. C'est naturellement le cas face à l'Iran. Il y a un traité de non prolifération nucléaire : je ne veux pas en changer les termes et je trouve imprudent qu'on s'engage à le faire. Je veux rappeler devant vous que ce traité interdit aux nations qui l'ont signé - tous les pays sauf trois -il leur interdit d'aller vers l'arme nucléaire mais il leur garantit en échange l'accès au nucléaire civil. Si ce traité n'est pas respecté, les démocraties doivent solidairement décider de sanctions.

Il y a une leçon que nous devrions avoir apprise dans le plus noir de l'Histoire, c'est la leçon de Munich.

Quand les mots sont des menaces, il faut les prendre au sérieux, surtout quand les mots sont servis par la force des armes.

Je n'ai jamais oublié ce qui s'est passé le jour de Munich, un jeune homme, un jeune professeur d'Histoire était l'éditorialiste du petit journal qui s'appelait l'Aube. Ce jeune professeur allait être un jour, après l'arrestation et le suicide de Jean Moulin, le président du Conseil national de la Résistance. Il s'appelait Georges Bidault, et même si la suite de son parcours politique a été d'une autre nature, dure et tourmentée, rien n'enlèvera, à mes yeux, l'honneur de cette vie de résistance. Alors que toute la démocratie d'opinion, tous les sondages, tous les applaudissements fêtaient les signataires de Munich, Daladier a murmuré « Quels cons ! ... », Georges Bidault écrivait ceci - qui a été une des maximes de ma vie : « Lorsqu'il s'agit de dire "non", le meilleur moment pour le faire, c'est le premier. » Dans toute situation où des principes essentiels sont en cause, pour moi, lorsqu'il s'agit de dire non, le meilleur moment, c'est le premier.

L'Afrique. L'Afrique devrait être notre tourment. Pas seulement le tourment des plus généreux. Mais aussi le tourment des moins généreux. Ceux que l'immigration tracasse et tourmente, ceux qui voient sans cesse un risque de déstabilisation pour la Nation.

Je vous fais cette confiance : en matière d'immigration, je ne crois pas aux murailles ; je ne crois pas aux polices et aux douanes ; je ne crois même pas aux miradors ; je ne crois pas aveuglément aux charters. Evidemment il faut prendre toutes les décisions du contrôle et de la régulation. Il faut les prendre davantage encore au niveau européen qu'au niveau national. Il faut conduire toutes les politiques de surveillance nécessaires.

Mais depuis que le monde est monde, chaque fois que les plus pauvres campent aux portes des plus riches, chaque fois la même mécanique se met en route : les pauvres, à pied, à la nage, en payant des passeurs, en rampant s'il le faut, les pauvres s'en vont chez les riches pour y trouver la subsistance de leur pauvre vie.

Tant que vous aurez les vingt pays les plus pauvres de la planète maintenus dans leur dénuement, à quelques centaines de kilomètres des dix pays les plus riches de la planète, vous aurez des vagues migratoires.

Il n'y a qu'une politique juste et efficace de lutte contre l'immigration, qui devrait nous obséder et que nous devrions imposer à la communauté internationale et à l'Europe : c'est de garantir aux Africains qu'ils peuvent vivre convenablement en Afrique, de leur travail, comme des hommes debout.

C'est pourquoi la politique qui a été conduite, en matière agricole en particulier, déversant sur l'Afrique des produits agricoles à prix bradés, artificiellement effondrés par des subventions américaines et européennes qui, par ailleurs, tendent à mettre nos agriculteurs européens et américains en situation de dépendance, ces politiques – il faut les appeler par leur nom - sont criminelles. Vous arrachez les paysans à leur terre, vous les jetez dans des bidonvilles, ils perdent en quelques mois leurs repères et leur culture, et leur savoir faire, et leur dignité d'hommes ! Cette politique est à la fois criminelle et suicidaire.

Une politique sérieuse doit avoir un but que nous avons demandé pour nous-mêmes : que les Africains se voient garantir qu'ils pourront eux-mêmes nourrir et équiper l'Afrique, avec aide et protection internationale, comme les Européens l'ont fait, après la Guerre, en recevant l'aide du plan Marshall et la protection du marché commun.

Troisième grand sujet international, le climat et la biodiversité de la planète.

J'ai signé le pacte écologique proposé par Nicolas Hulot. Si je comprends bien, tous les candidats ont annoncé la même intention de le signer. Je m'en réjouis, tant je suis persuadé que ces sujets seront désormais des sujets qui traverseront les frontières des partis, et j'espère les frontières des Etats.

Ce pacte comporte des dispositions nationales : augmentation des normes d'isolation, recherche en matière d'énergies renouvelables, création programmée à l'avance d'une fiscalité dissuasive sur les carburants fossiles (j'ai proposé que ce prélèvement vienne en substitution des charges sociales sur le travail), ferroutage, transport fluvial, nomination d'un numéro deux du gouvernement chargé du "long terme".

Mais aucune des décisions nationales que nous prendrons ne suffira à améliorer la qualité de l'air que nous respirons. Le vent ne connaît pas les frontières.

Il y a des menaces sur l'humanité. Savez-vous quel est le rapport en consommation d'énergie entre nos pays, l'Inde, la Chine et les Etats-Unis ? Si la Chine consomme 1, l'Inde consomme 2, la France consomme 15, l'Europe consomme 18, les Etats-Unis, 27. Et il est très difficile à ceux qui consomment 27 de se tourner vers ceux qui consomment 1 en leur disant : « Vous êtes priés de faire des économies d'énergie ».

C'est pourquoi la décision la plus importante à prendre c'est d'inscrire cette question sur l'agenda international. Que les Nations unies soient le lieu où la France se fera le défenseur inlassable d'une démarche

globale contre l'effet de serre et l'appauvrissement des espèces végétales et animales.

Et là, comme ailleurs, chaque fois qu'il s'agit de peser sur l'avenir du monde, on retrouve quelque chose que personne ne parviendra à éluder et qui s'appelle "le besoin d'Europe".

J'aime l'idéal européen. J'aime cette idée de peuples différents, porteurs d'un même projet de civilisation, venu du fond de l'Histoire, qui décident de tourner le dos à la guerre et de s'unir pour peser ensemble sur le destin du monde.

J'aime cette idée. Mais ce n'est pas seulement une idée que l'on doit aimer. C'est une idée qui s'impose dès l'instant que l'on mesure ce que sont désormais les puissances de la planète. Les puissances géopolitiques. Est-ce que vous vous êtes aperçus de la stratégie de la Chine en Afrique, partout où en Afrique il y a du pétrole ? Est-ce que vous vous êtes aperçus de la force des puissances financières et économiques ?

Et devant chacune des grandes questions de l'univers, nous savons tous que l'échelon national, nécessaire, heureux, n'est plus suffisant.

La France est notre Nation. Elle l'est et le restera. C'est le creuset de notre volonté nationale. C'est là que se forge notre volonté de peuple, que s'affirment nos principes. Mais pour faire entendre ces principes à l'échelle du monde, il faut que l'Europe se redresse elle aussi.

Nous savons pourquoi les Français ont voté « non ». Ils ont trouvé le texte de la Constitution européenne illisible. Ils ont pensé que cette obscurité était voulue pour faire passer un projet de société, par exemple, matérialiste et marchand, qui n'aurait pas leur accord. Ils ont craint que l'élargissement continu de l'Union n'enlève à l'Europe son identité, et que de ce fait, l'Europe se retrouve sans visage et sans mémoire.

Ces craintes étaient-elles toutes infondées ? Nous savions bien que non. Mais nous avons pensé que les avancées vers une Europe devenue démocratique, conjurerait toutes ces craintes à l'usage.

Aujourd'hui, nous nous retrouvons dans une situation que nous ne connaissions pas. Nous avons été pendant des décennies, les héritiers des pères de l'Europe. C'est à notre tour de redevenir humblement les pères de l'Europe à notre manière. Pères à notre tour, puisque le projet doit être profondément repensé et réinspiré.

C'est pourquoi nous agissons de manière transparente aux yeux des Français. Nous mettrons dans le débat

un texte, simple, lisible, court, sans ambiguïté, qui donnera forme aux principes d'une Union européenne sortie de ses paralysies et de ses impasses.

Je prends devant vous l'engagement - qui est au contraire du choix de mes concurrents - qu'aucun texte ne sera adopté par la France qui ne le soit aussi par les Français. Ce qu'un référendum a décidé s'impose tant qu'un autre référendum n'est pas intervenu. Ce principe est pour moi un impératif et je n'y manquerai pas.

Voilà « la France de toutes nos forces ». Ce slogan a une histoire. Ce n'est pas une entreprise de communication qui l'a trouvé. Il m'a été envoyé par un militant sur Internet, un jeune homme qui vit à Marseille, qui est Belge d'origine et qui a travaillé dans

la publicité. Il m'a proposé cinq slogans dont « La France de toutes nos forces ». Ce slogan dit beaucoup de choses : il dit que la France a beaucoup de forces. Il dit qu'il faut d'abord renforcer nos forces. Il dit que ces forces, il faut les rassembler et les réunir pour refaire la France. Et il dit quelque chose d'autre : il dit que ces forces, ce sont les nôtres ! Il invite à la plus belle question politique qui soit : "Ne te demande pas ce que ton pays peut faire pour toi, demande toi ce que tu peux faire pour ton pays". Il nous invite à faire un pas en avant, à devenir non pas seulement des électeurs même si c'est très bien, non pas seulement des supporteurs même si c'est encore mieux, il nous invite à devenir des citoyens. C'est à dire des femmes et des hommes debout, décidés à reconstruire une France debout.